



La gazéification du mix électrique

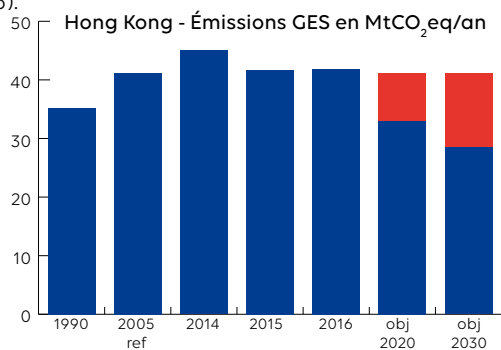


Hong Kong affiche l'ambition de réduire son intensité carbone de 50% en 2020, et de 65 à 70% d'ici 2030 par rapport à 2005. Ceci équivaut à une réduction absolue des émissions de 20% en 2020, et comprise entre 26% et 36% d'ici 2030 ([Climate Plan 2030+](#)). La chute en 2015 de 7,5% des émissions de GES (passant de 45 à 41,7 MtCO₂eq) survient après une progression quasi constante depuis 1990. Cette baisse est encore plus marquée par habitant (-8,4% : au plus bas depuis 2004 avec 5,7 tCO₂eq/capita) et par point de PIB (-9,7% : au plus bas depuis 1990 avec 0,017 kg CO₂eq/HK Dollar GDP). Une baisse équivalente chaque année serait toutefois nécessaire pour que HK atteigne son objectif 2020.

• LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ : PRINCIPAL LEVIER DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS •

La production d'électricité à 90% utilisée pour alimenter les bâtiments, est de loin la principale source d'émission avec 66% en 2016, devant le transport (18%) et les déchets (5,9%). **La baisse en 2015 est entièrement attribuable au remplacement de plusieurs unités de production alimentées au charbon par le recours au gaz naturel, provoquant une chute de 10% des émissions issues de la production d'électricité** ([Gov HK 2016](#)).

HK entend ainsi d'ici 2020 doubler la part de l'électricité issue du gaz naturel (27% en 2015) pour satisfaire la demande croissante, et inversement réduire de moitié celle issue du charbon (50% en 2015).



Son plan d'action 2030 prévoit également 25% d'électricité d'origine non-fossile mais les quelques structures de la région alimentées par l'énergie renouvelable représentent moins d'un pourcent du mix hong-kongais (ex : la station de traitement des eaux dans la baie de Siu Ho Wan alimentée à 25% par l'énergie solaire). Le nouveau contrat établi en 2018 avec les deux compagnies d'électricité pour les 15 prochaines années (CLP Power et HK Electric) introduit un tarif d'achat financé en partie par la vente de « certificats énergies renouvelables » ([RECs](#)) aux entreprises qui

désireraient volontairement réduire leurs émissions. Ce système doit permettre d'atteindre 3 à 4% de renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030. Cette part non-fossile correspond donc principalement à l'électricité nucléaire importée de Chine, avec laquelle HK a signé un accord en 1994 assurant 25% de ses besoins et renouvelé récemment jusqu'en 2034.

• LA MAÎTRISE DE LA DEMANDE ET L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS PUBLICS •

En plus du code imposant des standards d'efficacité énergétique aux nouveaux bâtiments et aux projets de rénovations, la région de HK a introduit un système de labellisation obligatoire « [MEELS](#) » en 2008, élargi progressivement à tout l'électroménager, les systèmes de climatisation etc. disponibles sur le marché (phase 2 en 2015 et phase 3 en 2018). Sa mise à jour en 2015 devrait permettre une économie annuelle de 300 millions de kWh. Par ailleurs, la région sollicite les entreprises sur son territoire pour réaliser et publier leur bilan carbone sur la plateforme [Carbon Footprint Repository](#), sur laquelle 83 entreprises sont déjà présentes ([Gov HK 2018](#)).

Avec déjà 90% des trajets s'effectuant grâce aux transports en commun en 2015, l'enjeu pour le gouvernement hongkongais est d'améliorer l'efficacité énergétique de ses trains et ses bus publics ([Gov HK 2017](#)). Il a ainsi mis à disposition en 2011 le *Pilote Green Transport Fund* de 300 millions de dollars HK (33 millions d'euros), ouvert aux opérateurs de transports publics et de véhicules de marchandises pour s'équiper de véhicules plus performants (électriques, hybrides, innovations pour les trains et bateaux). [La 22^e session](#) de sélection de projets en mai 2018 a porté le nombre de projets subventionnés à 124 pour un financement total de 134 millions de dollars HK, soit près de la moitié des fonds disponibles.

SOURCES PRINCIPALES :
[CLIMATE READY HK](#)
[CLIMATE ACTION PLAN 2030+](#)

*Région administrative spéciale de la République Populaire de Chine